



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
447 boulevard de la Dollée
CS 70271
50009 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 20/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV METAUX NON-FERREUX

ZI Le Grand Chemin
50540 Isigny-Le-Buat

Références : 2026-253
Code AIOT : 0005301536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement SUEZ RV METAUX NON-FERREUX implanté LE GRAND CHEMIN 50540 Isigny-le-Buat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV METAUX NON-FERREUX
- LE GRAND CHEMIN 50540 Isigny-le-Buat
- Code AIOT : 0005301536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Métaux Non Ferreux, ayant fait droit aux sociétés historiques Pinel et Sirec, est autorisée à exploiter à Isigny le Buat une installation de regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux de métaux ferreux et non ferreux, papiers/cartons, DEEE et autres déchets par arrêté préfectoral du 13 novembre 2003 modifié.

Ce site industriel (plus de 11,7 hectares) est scindé en deux parties : la zone nord, dédiée aux métaux principalement non ferreux (câbles, aluminium, cuivre, etc.) et la zone sud, dédiée aux déchets de papiers, cartons, bois, pneumatiques, plastiques et aux métaux ferreux. L'exploitant ICPE Suez RV Métaux Non Ferreux sous-traite intégralement les activités exercées sur la zone sud à une autre filiale du groupe Suez, la société Suez RV Normandie.

L'une des spécificités de ce site est d'effectuer dans sa zone nord une importante activité de broyage de câbles en cuivre.

Administrativement, le site relève du régime de l'autorisation environnementale et de la directive européenne du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED).

Un arrêté préfectoral complémentaire a été signé le 30 mai 2025 et vise à encadrer l'activité de désassemblage de batteries (nouvelle activité effectuée sur le site en format pilote). Cette activité n'impactant pas l'intégrité des batteries, elle relève de la rubrique 2718, transit de déchets non dangereux, activité déjà autorisée sur le site pour un tonnage maximum global présent de 45 tonnes. En complément, un courrier de donner acte a été signé le 16 mars 2026. Il permet à l'exploitant de recevoir des batteries provenant de centres VHU régulièrement autorisés, situés sur le territoire national.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le bâtiment où a eu lieu l'incendie du 29 juillet 2025 va être démoli. Cet incendie avait fait l'objet d'une visite d'inspection spécifique et d'un rapport d'analyse des causes.

En attendant que le nouveau bâtiment soit fonctionnel, l'exploitant effectue une partie des stockages de métaux en extérieur, sur dalle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Atelier batterie	Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Gestion des stocks	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.1.1	Demande d'action corrective	6 mois
5	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.7.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Atelier batterie	Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 4	Sans objet
2	Atelier batterie	Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les échanges avec l'exploitant ont permis de mettre en évidence qu'un document de porter à connaissance sera à transmettre d'ici la fin d'année 2026. Il visera, d'une part, à informer l'administration d'une évolution de l'activité de désassemblage de batteries et intégrera, d'autre part, la mise à jour de la localisation de certaines activités pratiquées sur le site (en particulier pour le recyclage des cannettes, qui a été réorganisé). Ce document devra présenter les modalités pratiques et organisationnelles tirées du retour d'expérience du récent incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Atelier batterie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Capacité
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à réaliser une activité de désassemblage de batteries lithium ions au sein du bâtiment « AGS » du site d'Isigny-le-Buat pour un tonnage maximum présent de 10 tonnes de batteries. Ce tonnage est inclus dans le tonnage maximal autorisé de déchets dangereux de 45 tonnes pour l'ensemble du site (parties sud et nord).
Constats : Le tonnage de batteries présentes au sein du bâtiment AGS était inférieur à 10 tonnes le jour de la visite. L'exploitant a indiqué ne pas avoir de difficulté à respecter ce seuil durant cette période de phase pilote.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Atelier batterie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 4
Thème(s) : Situation administrative, bilan d'activité
Prescription contrôlée : L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées, un bilan des 6 premiers mois après le démarrage de cette activité, présentant notamment les flux de déchets ayant transité, les éventuels incidents rencontrés et le retour d'expérience issu de cette phase test. Ce bilan doit être fourni dans un délai de 3 mois maximum après les 6 mois de démarrage de l'activité.
Constats : En raison de l'incendie ayant eu lieu le 29 juillet 2025, le démarrage de l'activité de désassemblage a été légèrement décalé. L'exploitant s'est engagé à ce que ce bilan soit transmis avant la fin d'année 2026. A ce stade, l'exploitant n'a pas identifié de non conformité qui serait particulièrement liée aux batteries provenant de centres VHU.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Ce bilan doit être transmis préalablement à toute demande d'évolution de l'activité de désassemblage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Atelier batterie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/05/2025, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Deux dispositifs, de volume suffisant et fonctionnels en permanence, permettent d'immerger totalement et rapidement les batteries ou les modules en cas d'incident. Le bon fonctionnement de ces dispositifs est contrôlé au moins tous les mois.</p> <p>Le site est équipé de caméras thermographiques permettant de surveiller l'ensemble de la zone de transit de ces batteries. Elles sont reliées à un dispositif de télésurveillance et de gardiennage. Le bâtiment « AGS » où sont entreposés les batteries dispose de dispositifs de désenfumages répondant au minimum aux dispositions suivantes :</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m², • à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments.
<p>Constats :</p> <p>L'atelier batterie du bâtiment AGS est équipé de caméras thermographiques, d'un système de désenfumage et de deux bassins permettant d'immerger une batterie. Lors de la visite, une batterie était immergée dans le bassin situé à côté de l'atelier de désassemblage. L'exploitant a déclaré qu'il s'agissait de la première fois qu'un échauffement avait eu lieu et qu'il prévoyait de la laisser immergée au moins 24h.</p> <p>Le marquage au sol de la zone de stockage des batteries en attente au sein du bâtiment AGS n'était plus visible.</p> <p>Un stock de cartons neufs était présent au sein du bâtiment AGS. Même s'il se situe en dehors de la zone des flux modélisés à partir desquels une propagation peut se produire, il faut aussi tenir compte de la propagation par flammèche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit effectuer un nouveau marquage au sol délimitant la zone de stockage des batteries (et modules) en attente et éloigner ou protéger le stockage des cartons neufs afin d'éviter toute propagation d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, envol
Prescription contrôlée : L'entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, odorantes ou fortement évolutives est interdit. L'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter les envols de poussières depuis les stocks de déchets, notamment les broyats de plastiques et résidus de broyage. Ceux-ci sont stockés à l'intérieur de bâtiments ou, lorsque cela n'est pas réalisable, abrités dans la mesure du possible des intempéries par un dispositif de couverture et des parois de protection.
Constats : L'exploitant a réorganisé son activité et effectué d'importants aménagements permettant de réduire et de couvrir le stock de matières issus du broyage des câbles stockées en extérieur en dehors d'un abri (au regard des présentes visites effectuées sur le site, cf. rapport d'inspection consécutif à la visite du 21 juin 2023). Lors de la visite, quelques tas dépassaient toutefois les cases de stockage couvertes dédiées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit finaliser le travail mené pour s'assurer que l'ensemble des stockages respecte cette prescription. Les modalités pratiques permettant d'y parvenir seront mises en place dans les meilleurs délais et détaillées dans le prochain dossier déposé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2.7.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, aménagements et contrôle
Prescription contrôlée : Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées, dans les zones à émergence réglementée. Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs fixées, pour les différentes périodes de la journée.
Constats : L'administration n'a connaissance d'aucune plainte récente concernant les nuisances sonores liées à ce site. Pour autant, le dernier contrôle périodique avait mis en évidence des dépassements des seuils réglementaires (en limite de propriété, en période diurne, lié au fonctionnement d'un cyclofiltre). L'exploitant est en cours d'installation d'équipements permettant de réduire la propagation des émissions sonores. L'exploitant a prévu d'effectuer un nouveau contrôle acoustique une fois ces équipements posés.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées les justificatifs de mise en place des aménagements prévus pour réduire les nuisances sonores ainsi que le rapport relatif au nouveau contrôle acoustique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>